

ALLOCATIONS D E DEPLACEMENT

D I V E R S

Allocations de déplacement

XVIII

Définition de la situation de divorcé  
ou séparé judiciairement - Lettre Ph 582 du 26 février 1946



PARIS, le 26 Février 1946

-----  
1ère Division-----  
N/Réf. Ph. 582

Messieurs les Directeurs des Services Centraux,  
Messieurs les Directeurs des Régions,  
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation en Allemagne,  
Monsieur le Chef du Détachement d'Occupation en Autriche,

Dans la réglementation actuellement en vigueur, il est fait une distinction pour l'attribution du taux de certaines indemnités ou allocations (indemnité de résidence, allocation de changement de résidence, allocations de déplacement) entre les agents mariés et les agents divorcés ou séparés judiciairement. Ces derniers s'ils n'ont pas de charges de famille (enfant ou ascendant) sont assimilés aux agents célibataires et reçoivent le taux prévu pour ceux-ci lequel est plus faible que le taux attribué aux agents mariés.

Il est également fait une distinction entre les agents mariés et les agents divorcés ou séparés judiciairement pour déterminer le traitement des femmes à service discontinu (garde-barrières, sémaphoristes et concierges), mais les taux de traitements attribués aux intéressées sont plus élevés dans le second cas que dans le premier.

La définition de la situation de divorcé ou séparé judiciairement est donnée par le renvoi (1) de l'article 75 du Fascicule II du Règlement du Personnel auquel se réfèrent le cas échéant les autres articles du Règlement.

Le renvoi (1) de l'article 75 indique qu'un agent est considéré "comme divorcé ou séparé judiciairement à partir du premier du mois suivant le jour où le jugement étant définitif n'est plus susceptible d'aucun recours".

Ce texte a été complété par un rectificatif N° 43 en date du 30 juillet 1945 aux termes duquel "la séparation de fait est assimilable à la séparation judiciaire lorsqu'elle est manifeste c'est-à-dire lorsque les deux conjoints mènent une existence indépendante". Les dispositions de ce rectificatif ont eu effet du 1er mai 1945.

Cette réglementation a donné lieu à contestation, en particulier en ce qui concerne l'assimilation de la séparation de fait à la séparation judiciaire et il vient d'être décidé de ne considérer un agent comme séparé qu'à partir de l'ordonnance de non conciliation qui constitue le premier acte administratif constatant la séparation des conjoints; c'est à partir de cette ordonnance que le régime prévu pour les agents divorcés ou séparés judiciairement sera appliqué aux agents en instance de divorce ou de séparation judiciaire.

Il ne sera plus tenu compte de la simple séparation amiable dans laquelle aucune instance en divorce ou séparation judiciaire n'est ouverte.

En conséquence, le texte actuel du renvoi (1) de l'article 75 du Fascicule II est remplacé par le texte suivant :

" Pour l'application de ces dispositions, les intéressées sont considérées comme divorcées ou séparées judiciairement à partir du premier du mois suivant la date de l'Ordonnance de non conciliation ".

Cette définition se trouve applicable sans autre rectification de texte en ce qui concerne le taux de l'indemnité de résidence et de l'allocation

de changement de résidence, les articles intéressés du Règlement se référant au renvoi (1) de l'article 75.

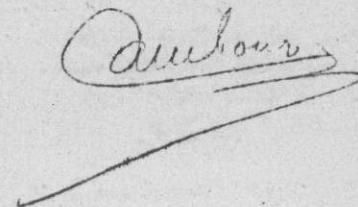
En ce qui concerne les allocations de déplacement le nota de la page 286 du Fascicule II et de la page 2 de l'extrait résumé P2 n° 1 sera complété dans le même sens.

Cette modification du Règlement annule les effets du rectificatif n° 43 du 30 juillet 1945. Elle est en conséquence applicable à partir du 1er mai 1945 et il y a lieu de reviser à compter de cette date la situation des agents qui ont reçu une rémunération inférieure à celle dont ils auraient bénéficié si les nouvelles règles avaient été en vigueur. Il ne sera pas fait de reprise sur ceux qui auraient reçu une rémunération supérieure (ce qui peut être le cas de certaines femmes à service discontinu); la nouvelle rémunération sera dans ce cas attribuée à partir du 1er février 1946.

Une instruction sera publiée prochainement pour fixer les règles particulières applicables en matière d'allocations familiales. En ce qui concerne les dites allocations les errements actuels seront maintenus jusqu'à la publication de cette instruction.

Le Règlement du Personnel sera rectifié ultérieurement.

Le Directeur,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Cautour', with a long, sweeping horizontal stroke underneath it.

10.C.

SERVICE  
CENTRAL

P - 7 FEV 1946

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DU NORD

DIRECTION

DE

L'EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque — PARIS-X\*

Tél. : TRUDAINE { 97-90 et la suite — Inter-Trudaine 33  
99-40 et la suite

Adresse Télégraphique NAFERNORD — Registre du Commerce Seine N° 276.448 B

Le - 7 FEV 1946

19

D.R/N.1/41

Monsieur FATALOT  
Ingénieur en Chef,  
Service Central du Personnel.

Pour combler la lacune signalée par la lettre ci-jointe du Service M.T., je suis d'avis de faire compléter à la plume par les Services le nota de la page 286 du Règlement du Personnel et le nota de la page 2 du Règlement P.2. n° 1 du 1er septembre 1945 par la mention suivante:

" En ce qui concerne les agents divorcés ou  
" séparés, voir, d'autre part, le renvoi (1) de  
" la même page."

Je vous serais obligé de vouloir bien me  
faire connaître si vous êtes d'accord.

P/ L'Ingénieur en Chef,

*M. Girardot*  
*Notifie à son*  
*ministère*

*Rehif*  
*Ph 560*



*Société Nationale  
des  
Chemin de fer Français  
Région du Nord  
Service du  
Matériel et de la Traction  
N.C. Sime: 2764488*

La Chapelle, le 25 JAN 1946

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
à PARIS

A<sup>1</sup> N° 9489

ALLOCATIONS DE DEPLACEMENT

Le rectificatif N° 43, du 30.7.1945 au fascicule II du Règlement du Personnel (2è page - rectificatif à la page 286) invite à se reporter au renvoi (1) de la page 69 en ce qui concerne les agents divorcés ou séparés. Ce renvoi précise que "la séparation de fait est assimilable à la séparation judiciaire lorsqu'elle est manifeste, c'est-à-dire lorsque les 2 conjoints mènent une existence indépendante."

Il en résulte que les agents dans cette situation et n'ayant personne à charge, doivent être considérés, au point de vue allocations de déplacement, comme des agents célibataires.

Mais, le rectificatif N° 43 ne prévoit pas la modification du "Nota" de la page 286 du fascicule II et, qui plus est, le "Nota" de la page 2 de l'extrait résumé du Règlement P.2 N° I du 1.9.45 (donc postérieur au rectificatif N° 43) n'en fait pas mention non plus.

Je pense qu'il y aurait intérêt, afin de ne pas induire en erreur les agents d'exécution, à faire figurer cette précision sur ces 2 documents.

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel,

1-7

M. P. P. P.

Adrian to Regions of the same - Lawrence  
right of a person and the same is quite  
sufficient for the.

As the agent in the same - Lawrence - a collection  
of - parts - by the same - Lawrence - or more correctly  
the collection of - parts - by the same - Lawrence -  
production.

It is - Lawrence - the same - Lawrence -  
by the same - Lawrence - 43 - 20.7.45, and  
then 1. I.R. & collection of - parts - by the same -  
Lawrence - or more correctly, over the same -  
maximum in 1. and 1945.

4.2.46

M. Poësson

A partir de jeudi 20 et sous  
jeudi 21 avant nous avons  
une Région et ne plus payer que  
l'impôt de résident de certains  
une autre séparé a fait!

M. Duguesclin en chef

La notification de cette  
décision, prise en C.C.P. du 29 Mars  
1945 a été faite aux régions par  
Rectificatif n° 43 du 20.7.45 au  
Fascicule II

2-2-46

57



## Allocations de déplacement

### Définition des agents mariés et des agents célibataires

Avec la définition actuelle, la femme-agent mariée reçoit dans tous les cas le taux de l'agent marié. Dans le cas d'un mariage d'agents dont les deux conjoints sont détachés et au régime des allocations de déplacement, ils bénéficient tous les deux du taux de l'agent marié.

Né voudrait-il pas mieux renvoyer à l'indemnité de résidence et dire que sont traités comme mariés les agents qui reçoivent le taux normal de l'I.R. et comme célibataires ceux qui reçoivent le taux réduit?

Par rapport à la définition actuelle, il n'y aurait de différence que pour la femme-agent mariée dont le mari peut subvenir aux besoins du ménage, qui reçoit actuellement les allocations de déplacement de l'agent marié et qui recevrait celles du célibataire.

Mr M. Girard  
Impossible : cas de la femme  
mariée à un étranger à la SNCF  
Lorsque la femme est en déplacement, le ménage  
subit les mêmes dépenses supplémentaires que dans le  
cas où le mari est détaché.  
17/9/45  
L.P.

D.R. : FAIT

S.N.C.F.	SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL
20 JUIL 1938	
Rc	D
1633A	112.424/44

Copie à M.M. les Directeurs de l'Exploitation des  
Régions Nord, Ouest, Sud-Est et Sud-Ouest  
et à M.M. les Directeurs des Services Centraux.

20 JUIL 1938

Paris, le 20 JUIL 1938  
Le Directeur du Service Central du Personnel,

Signé: LÉZER

i

N O T E

pour Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la  
Région de l'Est.

Il m'a été signalé que, sur la Région de l'Est, les agents de Contrôle, de Surveillance et d'Inspection des anciens Services Centraux habitant en banlieue étaient autorisés jusqu'ici à décompter leurs indemnités de déplacement (régime A ou régime B) en prenant le lieu de leur domicile comme point d'origine et de fin du déplacement.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à l'avenir, et conformément aux dispositions du Fascicule des Conditions de Rémunération (Livre I - Chapitre XIV - § 2°) la durée du déplacement des agents en cause devra être déterminée en considérant la résidence d'emploi des intéressés.

Le Directeur du Service,

Signé: LÉZER



5. copies.

12 AVR 1938

Copie à M.M. les Directeurs de l'Exploitation  
des Régions.

Pour le Directeur Général  
Le Chef du Service Central du Personnel,

Signé : BARTH

S.N.C.F.			SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
Rce	Der	Pce		
21899	43.91			

1 exemplaire  
au 42.427

Monsieur le Ministre,

Par dépêche N° 1163 du 9 Mars 1938, vous avez bien voulu me faire connaître que vous avez été saisi le 18 Février d'une demande de la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer, ayant pour objet l'attribution d'indemnités de déplacement aux représentants du personnel de la Commission Centrale des machines à vapeur et des appareils à pression de gaz.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les agents en question seront, à l'avenir, considérés comme étant en service pendant le temps qui leur est nécessaire pour assister aux séances de ladite Commission : ils bénéficieront ainsi, en conséquence, le cas échéant, des indemnités de déplacement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon profond respect.

R Le Président du Conseil d'Administration,

Pour le Directeur Général  
Le Chef du Service Central du Personnel,

Signé : BARTH

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.



9.255  
(2-25)

S.N.C.F.		SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
10 MARS 1938			
5.255	42.425	M	

4 MARS 1938

NOTE

pour Monsieur le Secrétaire Général.  
et pour les Services Centraux S - M - T - V  
C - O - Retraites.

Ainsi que je vous l'ai déjà fait connaître, les frais de déplacement ou débours des agents leur seront remboursés sur la solde du mois suivant celui où ces dépenses ont été faites.

Les menus débours peuvent d'ailleurs leur être remboursés sur les fonds de la Caisse de Régie.

Mais il peut arriver qu'un agent, envoyé en mission pour une période assez longue, désire, soit obtenir avant son départ une avance, soit obtenir à son retour un remboursement assez rapide de ses frais.

En pareil cas, le procédé le plus simple sera le suivant :

Vous m'aviserez, par lettre, du désir exprimé par l'agent et du montant de l'avance qu'il vous paraît utile de lui accorder. J'adresserai aux Services Financiers une demande d'avance et l'agent intéressé sera avisé de l'heure à laquelle il pourra se présenter à la Caisse Centrale pour toucher son avance. En cas d'urgence, l'agent pourra se présenter à mon Service Central (1ère Division) muni d'une lettre de vous, et après avoir établi la demande d'avance j'inviterai l'agent intéressé à aller lui-même la présenter aux Services Financiers.

Le montant réel des débours supportés par l'agent ou des indemnités réglementaires correspondant à son déplacement sera ensuite porté sur état de solde dans les conditions habituelles. Il en sera déduit à ce moment le montant de l'avance faite.

Enfin, au cas où un agent envoyé en mission à l'étranger désirerait obtenir, sur ses débours probables, une avance payée dans la monnaie du pays où il se rend, vous voudriez bien m'en aviser par lettre

....

quelques jours à l'avance pour que les Services Financiers puissent, en temps utile, se procurer les devises voulues . Au retour de son voyage, s'il lui reste des devises étrangères dont il désire se défaire, l'agent pourra nous en demander le reversement à la Caisse Centrale.

Le Chef de Service Central du Personnel,

*Signé : BARTH*

Les autres Régions ont des cas analogues : elles paient les indemnités statutaires.

Il ne faut pas perdre de vue que les ID doivent rembourser les frais supplémentaires . . . .

D'autre part, il s'agit d'agents effectuant fréquemment des déplacements : si les taux statutaires sont un peu faibles pour les déplacements à Paris, ils sont larges pour certains déplacements en province . . . cela compense cela -

L'ouest continuera en cgr. à appliquer les taux statutaires.

25-1-29

En

S.N.C.F.		SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
Rce	II-3-4/19		Pce 1



SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION de l'OUEST  
EXPLOITATION

Paris, le 19 JAN 1939

S.N.C.F. | SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Rce | II-3-4/19 | 1

Monsieur le Président,

Par lettre ci-jointe, M. GOUSSET, Inspecteur Divisionnaire à la Division du Trafic, demande qu'il soit attribué aux Inspecteurs et Contrôleurs de province, détachés à Paris, les indemnités prévues au titre II de l'Ordre Général n°5 (Déplacements pour Conférence à Paris).

M. GOUSSET invoque à ce sujet les conditions particulièrement onéreuses de l'hébergement à Paris.

Le cas de ces Inspecteurs, chargés des vérifications comptables des gares de Paris-St-Lazare-Batignolles et Paris-Montparnasse-Vaugirard, n'est pas assimilable à celui des agents convoqués à Paris pour participer aux travaux d'une conférence, qui, en général, ne dure qu'un jour.

Toutefois, il ne semble pas y avoir d'objection à ce qu'il soit accordé aux intéressés, à titre exceptionnel, par application du 9° du Chapitre XIV des Conditions de Rémunération, des indemnités équivalentes à celles prévues pour les agents de province convoqués en conférence à Paris. Je vous serais obligé de me faire savoir si vous partagez cette manière de voir.

Cette mesure viserait 14 agents, pour une période de détachement de 6 jours chacun, et les vérifications comptables des gares dont il s'agit ont lieu, en principe, une fois par an.

Pour le cas où vous feriez inscrire cette question à l'ordre du jour d'une de nos prochaines réunions, j'adresse copie de la présente à tous nos Collègues.

Votre respectueusement dévoué,

*J. Marché*

(1) .....

Monsieur CHRETIEN, Président de la Commission  
Consultative du Personnel - 88 rue St-Lazare - PARIS -

- (1) - Le § 9<sup>o</sup> des Conditions de rémunération dispose que "des indemnités  
"de déplacement majorées peuvent être accordées par décision du  
"Directeur .... dans les cas spéciaux où les indemnités normales  
"seraient reconnues notoirement insuffisantes pour couvrir les  
"agents du supplément réel de dépenses leur incombant".